Plus de 1.000 femmes provenant de 42 pays se sont réunis à Bukavu, en RDC, pour la clôture de la Troisième Action Internationale de la Marche Mondiale des Femmes (MMF). Du 13 au 17 octobre, les représentantes de ce mouvement d'action féministe global ont débattu de la situation des femmes dans la région des Grands Lacs africains et ont adopté le Manifeste suivant. (LCR-Web)

Manifeste des femmes pour la paix

Notre solidarité s'étend à toutes les femmes et à tous les territoires frappés par la violence de la guerre et de la pauvreté. Nous nous mobilisons, nous brisons le silence, nous renouvelons notre engagement à continuer notre marche en lien avec les 5 valeurs de la Charte mondiale des femmes pour l'humanité. Lisez le Manifeste des femmes pour la paix écrit par le MMF.

Nous, les femmes, partout dans le monde, subissons avec force la dure réalité de la guerre, et constatons l'avancement de la militarisation sur la vie civile, sur nos territoires et sur nos corps. Surmontant la peur et le silence, nous nous mettons en marche, en ces endroits convertis en champs de bataille, pour unir nos voix au nom de la justice et de la paix.

Longue est l'histoire des conflits armés, des génocides, des répressions. Le langage de la violence bien établi à l'intérieur du capitalisme et du système patriarcal, avec le soutien des multinationales, mercenaires et paramilitaires, permet que les guerres s'installent, certaines, très médiatisées, d'autres oubliées, mais toutes infligeant les mêmes séquelles.

Dans toutes les régions même si très différents, les témoignages ont tous les mêmes points en commun. Femmes et fillettes harcelées sexuellement dans des postes de contrôle, violées par des groupes d'hommes armés et après abandonnées par leurs communautés. Femmes qui sortent en courant sous un ciel de balles, avec balluchons et enfants sous les bras vers un refuge incertain, loin de leur culture et de leur histoire à reconstruire, dans l'espoir que le jour se lève encore… Femmes et fillettes, transformées en butin de guerre, en objectif militaire des

groupes armés. Femmes et fillettes saisies par la traite, la prostitution ou qui ne reviennent jamais, faisant partie de la liste des féminicides.

Abondent des raisons pour défier la violence qui fait des nous des cibles. Abondent aussi des raisons pour défier d'autres prétextes invoqués pour justifier des conflits aussi guerriers que la discrimination ethnique, le racisme, la criminalisation de la pauvreté ou la résistance à l'injustice.

Nous avons la responsabilité de faire taire les armes et de dénoncer les prétextes dont se sert le pouvoir pour nous immobiliser, en nous servant des faux discours sur la sécurité, les missions humanitaires et le combat contre le terrorisme, pendant qu'avancent l'industrie des armements, l'installation des bases militaires, la privatisation et la destruction des ressources naturelles.

Dans la Charte mondiale des femmes pour l'humanité nous déclarons que la paix c'est beaucoup plus que l'absence de guerre : c'est le respect et l'accomplissement des tous nos droits en tant qu'habitants et habitantes de cette planète. C'est dans ce sens que nous continuons à marcher, main dans la main avec les femmes et les hommes, les mouvements sociaux et les peuples du monde qui lutent pour éliminer la pauvreté et la violence et pour construire une paix durable.

La Marche mondiale des femmes est un mouvement international féministe qui est né en l'an 2000. Ce ralliement incontournable est constitué de groupes des femmes et d'organisations de la base qui dénoncent la pauvreté, l'oppression, l'exploitation, la discrimination et qui luttent pour y mettre fin.

Depuis le 8 mars 2010, nos pas ont résonné dans 52 pays. Des dizaines de milliers de femmes ont organisé et participé à plusieurs actions nationales autour de 4 champs d'action : l'autonomie économique des femmes, le bien commun et l'accès aux ressources et aux services publics, les violences envers les femmes, la paix et la démilitarisation.

En ce 17 octobre 2010 nous sommes ici, à Bukavu, province du Sud Kivu, République Démocratique du Congo, où la violence sexuelle provoquée par la guerre s'abat sur les femmes et les fillettes de ce pays. Nous sommes ici, en solidarité avec toutes ces femmes qui résistent quotidiennement aux conséquences de ce conflit armé. Nous terminons dans cette nation notre troisième action internationale.

En l'an 2000, notre première action comme Marche mondiale des femmes a été l'une des initiatives qui a poussé le Conseil de Sécurité des Nations Unies à adopter la Résolution 1325, dans laquelle sont reconnus les impacts de la guerre sur les femmes et le besoin d'inclure les femmes dans tous les processus de résolution des conflits. Cependant beaucoup de gouvernements et institutions restent les bras croisés. L'impunité continue.

Nous sommes toujours en action. Notre solidarité s'étend à toutes les femmes et à tous les territoires frappés par la violence de la guerre et de la pauvreté. Nous nous mobilisons, nous brisons le silence, nous renouvelons notre engagement à continuer notre marche en lien avec les 5 valeurs de la Charte mondiale des femmes pour l'humanité : l'égalité, la liberté, la justice, la solidarité et la paix.

Les quatre champs d'action organisent nos analyses, demandes et engagements qui orientent la Troisième Action Internationale de la MMF en 2010. Ils ont été élaborés à partir de diverses revendications et thèmes de travail des coordinations nationales lors de l'action 2005, discutés lors de nos 6e et 7e Rencontre Internationale (au Pérou et en Galice) jusqu'à être finalisé par le Comité International réuni à São Paulo en avril 2009. C'était un processus intense et participatif allant du bas vers le haut et en dialogue avec les contextes locaux et international.

Paix et démilitarisation

Les conflits ne sont pas tous de même nature : il y a les conflits coloniaux (l'Angleterre en Inde, l'Afrique de l'Est, le Moyen-Orient ; la France en Algérie, en Afrique de l'Ouest, etc) ; les conflits d'agression (l'Allemagne contre plusieurs pays tels que la Belgique et la France en 1939) ; les conflits d'occupation (Israël en Palestine, etc) ; les conflits de religion (entre différentes confessions ou différents courants au sein d'une même confession) tel que le communalisme (1) ; les conflits menés par des dictateurs contre leur peuple (Batista à Cuba, Pinochet au Chili, Marcos aux Philippines, etc). De nombreux conflits sont justifiés par des conflits ethniques entre tribus ou groupes dans un pays ou région tandis que leurs véritables causes économiques demeurent masquées. En fait, beaucoup de conflits sont rentables ou de nature économique (Irak, Région des Grands Lacs en l'Afrique, etc) et ont été provoqués dans le but de contrôler les ressources naturelles (le pétrole en Irak, le coltan pour les téléphones portables dans la République démocratique du Congo) et les richesses qu'elles promettent apporter ainsi que de promouvoir les industries d'armes, les milices privées et les industries locales de sécurité.

La liste des conflits armés est énorme. Cependant, ceux-ci se démarquent entre eux : quelques-uns bénéficient d'une ample couverture médiatique (2) - Afghanistan, Colombie, Darfour, la région des Grands Lacs, Iraq, Palestine – et d'autres tombent dans l'oubli : Pays Basque, République Centrale Africaine, Tchad, Chypre, Haïti, Mexique, Ouganda… Il faut également tenir compte des pays impliqués à distance dans ces conflits par intérêt commercial et par la vente d'armes, comme l'Angleterre, la Chine, la France et les Etats-Unis, etc.

La guerre, les conflits et la militarisation sont des expressions de la violence devenue naturelle dans les systèmes patriarcaux et capitalistes et des moyens mis en oeuvre par ceux-ci pour maintenir leur domination (3). En outre, la militarisation est un reflet de la division des rôles du patriarcat : le concept de masculinité est associé à la violence et aux armes et traduit l'idée selon laquelle les femmes ont besoin d´être protégées par les hommes et l'armée.

L'institution militaire contribue, de façons diverses, à former de jeunes hommes de manière à ce qu'ils occupent la place de dominants dans la société (selon la hiérarchie des rapports sociaux de sexe). On peut considérer l'armée comme l'une des organisations les plus patriarcales dans toutes les sociétés et l'une des plus révélatrices des inégalités que caractérisent les rapports hommes-femmes : la hiérarchisation du pouvoir, le culte et la domination du « chef », l'obéissance, la violence physique, l'absence d'esprit critique, un cercle fermé des « boys », etc. Ce modèle de masculinité, associé à la force et à l'agressivité, est une référence croissante pour les jeunes et très souvent, il s'assemble au racisme dans la formation de bandes et l'association à celles-ci.

Dans les systèmes patriarcaux et capitalistes, les élites économiques agissent auprès de l'État de différentes manières - notamment par le biais des gouvernements à leur service – dans le but de conserver le contrôle qu'elles exercent sur les peuples et les femmes. Elles y parviennent soit en augmentant la répression par le renforcement de la police, l'infiltration et l'adoption de politiques de tolérance zéro qui alimentent encore plus la spirale de la violence, soit en criminalisant les personnes vivant dans la pauvreté ou luttant contre elle, comme les migrants et les mouvements sociaux. Elles ont aussi une autre façon pour conserver le contrôle : promouvoir ou s'abstenir de prendre part dans des conflits qui éclatent pour des territoires bien délimités, quelques emplois et peu de ressources publiques.

Le corps des femmes : un champ de bataille pour les soldats

Les femmes ont toujours subi psychologiquement, socialement, économiquement et physiquement les affres de la guerre. Ainsi, depuis l'Antiquité jusqu'à nos jours, le viol massif des femmes fait partie intégrante de la guerre. Les femmes et leurs corps ont été tour à tour considérés comme un butin, une monnaie d'échange (la lutte pour le contrôle des corps des femmes – une ressource comme les autres – est considérée une raison légitime de conflit armé), le repos du guerrier, un champ de bataille (leur corps étant identifié au sol ennemi), etc. Elles sont, dans tous les cas, ravalées au rang d'objet et perçues comme étant la propriété des hommes.

Le viol est utilisé soit pour humilier, déshonorer et démoraliser l'ennemi, soit comme moyen de propagande militaire ou, plus récemment, comme politique délibérée de purification ou de nettoyage ethnique (par exemple en Bosnie-Herzégovine, au cours de la guerre en ex-Yougoslavie), comme acte de génocide au Rwanda, comme terreur politique en Haïti ou comme symbole de victoire. Ce qui est encore pire, c'est que les conséquences de cette brutalité ne se limitent pas au plan physique (déchirures, fistules, HIV/SIDA et autres maladies sexuellement transmissibles ou grossesse) et au plan psychologique (dépression, perte d´auto-estime, culpabilité, etc). Une femme qui a été violée est souvent mise à l'écart et marginalisée par sa communauté (il en est de même pour son enfant fruit du viol), rejetée par son mari et sa famille; elle porte la faute d'avoir subi une violence extrême. Pour de nombreuses femmes, les seules issues possibles sont soit le silence – quand c'est possible – soit la dénégation (et toutes les conséquences socioéconomiques qui en découlent).

Le quotidien des femmes sous les conflits armés :

• Dans les conflits dits « modernes », le nombre de victimes civiles est beaucoup plus important que celui des victimes militaires ; il s'agit majoritairement de femmes et d'enfants ;

• La prostitution dans l'entourage de bases militaires ou de campements militaires augmente systématiquement lors des conflits armés avec la réglementation de maisons de prostitution « officielles » servant au « repos du guerrier ». Très souvent, il s'agit de femmes violées et bannies de leur communauté et conduites, de la sorte, à la prostitution et au trafic ;

• Les femmes doivent s'occuper des tâches de la vie quotidienne, des enfants, de la quête et la préparation du manger, etc ; en temps de conflits, ces tâches deviennent très difficiles et souvent très risquées (destruction de leur maison, manque des provisions nécessaires à la vie, dépendance envers les ONG, hausse des prix etc.). Une fois le conflit terminé, les femmes se retrouvent souvent avec une famille réduite (ayant perdu leur mari, des enfants, des membres de leur famille, etc) et doivent élever les enfants et s'occuper des personnes âgées et des malades toutes seules. Quand le mari revient, il est souvent grièvement blessé, physiquement et psychologiquement à cause des horreurs de la guerre qu'il a subis ;

• Le fort taux de déplacement forcé occasionne un très grand nombre des femmes réfugiées ;

• Les femmes vivent l'humiliation constante pendant et après la guerre (par exemple, les femmes palestiniennes sont constamment victimes de harcèlement sexuel aux postes de contrôle d'Israël aussi connus sous le nom de « barrières de l'humiliation ») ;

• Le nombre d'armes en circulation augmente drastiquement : les femmes sont obligées d'en porter pour se protéger, ce qui renforce la culture de la violence et de la force (exemple: Darfour). Les enfants sont obligés à lutter, torturer et tuer au nom des milices armées, des armées nationales ou des groupes de guérilleros ;

• La violence domestique augmente pendant conflits armés et après ceux-ci quand les maris rentrent ;

• Les intégrismes (de toutes sortes) augmentent pendant les guerres, et entrainent une fragilisation croissante de la situation de la femme (négation des droits humains les plus fondamentaux, etc.) ;

• Les libertés fondamentales sont réduites au nom de garantir la sécurité nationale ;

• Les budgets militaires grèvent les finances publiques d'où la diminution des investissements dans les services publics (santé, éducation, sécurité du revenu, logements, protection de l'environnement) dont les femmes ont besoin pour elles et leur famille en tant qu'utilisatrices et femmes travailleuses.

Féminisme

Il existe beaucoup de perspectives différentes qui défendent l'importance des femmes dans la construction d'une culture de la paix. L'une, par exemple, avance que les femmes sont les éléments-clés dans le processus de paix en raison de leur rôle naturel et spirituel de source de vie et parce qu'elles sont moins portées à être violentes. D'un autre côté, notre vision féministe qui relie le patriarcat et le capitalisme à la guerre, insiste sur la question de la démilitarisation et pense que la culture de la paix va au-delà de la simple absence de guerre. Ainsi, nous luttons pour les droits de la femme dans les zones de conflit, pour l'élimination du viol et de

l'esclavagisme comme arme de guerre et nous protestons contre l'impunité des attaquants, Etats et groupes. Nos actions contre la guerre et la militarisation requièrent également l'inclusion des femmes dans les processus de paix et la désobéissance civile en tant que réaction à l'agression et cherchent à construire des articulations transnationales et à rejeter l´ impérialisme.

Pour qu'une vision active de la paix devienne réalité, nous devons lutter pour la reconnaissance entière et active des droits de la femme, la participation égale des femmes dans les processus de construction de la paix, l'éradication de la pauvreté, la violence et de l'exclusion, la promotion de la solidarité, l'existence d'un système judiciaire indépendant et une éducation qui ne mette pas en valeur la violence et les comportements sexistes.

La résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies souligne l'impact de la guerre sur les femmes et requiert que les états membres incluent des femmes dans toutes les négociations de paix et les processus de résolution de conflits. Cette approbation est le fruit du travail des organisations et des actions de femmes, y compris l'action internationale de 2000 de la MMF.

Face à la lutte contre la militarisation nous demandons :

• La réduction des dépenses militaires, c'est à dire, la réduction des budgets publics destinés à l'achat d'armes, à l'installation de bases militaires et au maintien des armées et leurs infrastructures. Le fin des incitatifs à la fabrication et commerce des armes ;

• La fin immédiate des accords de bases militaires étrangères ;

• La retrait des armées militaires étrangères dans les pays dans lesquels les conflits sont finis ou les accords militaires ont expiré ;

• La fin de la criminalisation des manifestations et des mouvements sociaux, de la pauvreté et l'immigration, qui est fondée sur le manipulation idéologique de la lutte contre le terrorisme en faveur de la sécurité nationale et qui a pour but de légitimer la guerre et la propre terreur

comme un moyen de contrôler les femmes, les peuples et les ressources naturelles ;

• La punition des auteurs de la violence envers les femmes dans les situations de conflits (armées, forces paramilitaires, guérillas, casques bleus de l'ONU, ainsi que maris ou parents) ;

• La participation des femmes (ayant la même importance que les hommes) dans les processus de prévention et gestion des conflits ainsi que dans les processus de maintien de la paix et construction après-conflits.

Et nous réaffirmons notre engagement à :

• Dénoncer le rôle de l'industrie de l'armement dans le maintien des conflits, la militarisation et la manipulation des politiques gouvernementales ayant cet objectif. Dénoncer également le rôle des Etats et des entreprises transnationales qui tirent profit économiquement du conflit (contrôle des ressources naturelles – pétrole, eau, minéraux, etc.) dans leur propre territoire ou dans d'autres ;

• Réaliser un grand processus d'éducation populaire pour préparer les femmes à discuter des sujets tels que les accords militaires, les ressources naturelles des territoires / pays, les causes économiques et politiques des conflits, la participation des pays qui soutiennent ou qui produisent les guerres, et l'industrie de l'armement afin qu'elles contribuent à briser le code de silence, en ce qui concerne la violence sexuelle et d'autres formes de violence ayant lieu dans les zones de conflit.

• Diffuser la réalité des pays et régions en conflit y compris les conflits « cachés » partout dans le monde, et la double violence extrême (viol et rejet) subie par les femmes dans cette situation, en diffusant des audiovisuels (films, photos et audio) et en organisant des événements et d'autres activités qui permettent à la MMF de jouer un rôle de Réseau d'alerte capable d'approfondir la réflexion et de motiver une action immédiate de soutien aux acteurs engagés dans ces conflits;

• En se basant sur le témoignage de femmes victimes et protagonistes de paix, réexaminer de

façon critique la présence des forces de maintien de la paix de l'ONU dans les situations de conflit en tenant compte de leur passivité et inefficacité pour parvenir à la paix et de l'impunité dont elles jouissent quand elles sont auteurs de violence envers les femmes

Notes

(1) L'utilisation du terme « Communalisme » est généralisée à travers toute l'Asie du Sud pour décrire les abus systématiques de la religion à des fins politiques. Il correspond au processus de constitution politique d'identités communautaires selon des axes religieux. Selon la politique communale, notre propre communauté religieuse est représentée dans une relation hostile avec « l'autre communauté religieuse ». Préjudice, tension et conflit organisés au niveau social entre communautés religieuses composent le communalisme (Harsh Kapoor, Femmes sous lois musulmanes, Unité Recherche & documentation).

(2) Cependant, la couverture médiatique est généralement tendancieuse et mauvaise.

(3) La perception commune est que la militarisation du monde s'accentue dans la mesure où les dépenses militaires mondiales ont connu une augmentation réelle de 45% ces dix dernières années. Et la tendance est à la hausse continue, puisqu'entre 2006 et 2007 l'augmentation moyenne du budget militaire des pays était de 6%. En 2007, les dépenses militaires des États-Unis ont représenté 45% des dépenses mondiales. En 2005, les États-Unis maintenaient 737 bases militaires dans d'autres pays et un contingent de 2.500.000 personnes. Le nombre de mercenaires privés a également considérablement augmenté : sur 330.000 soldats basés en Iraq en 2007, 180.000 sont actuellement membres d'entreprises de sécurité privée.

Pour consulter l'exposé des autres Champs d'action:

http://www.mmm2010.info:8080/action-areas-fr